

TENDANCES EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT

Les tendances en matière d'investissement dans le financement du développement sont en constante évolution. Cette section présente une vue d'ensemble de certaines tendances clés en matière d'investissement, notamment l'intérêt accru pour le financement des infrastructures, la croissance du financement

climatique, l'accent mis sur la numérisation et la poussée agressive en faveur de la privatisation et de la **financiarisation**. Elle examine également les facteurs qui favorisent ces tendances et les défis importants qu'elles posent.



Travaux de construction à Bangkok, Thaïlande
Crédit : Etienne Girardet, Unsplash

INFRASTRUCTURE

On a assisté à une prolifération de propositions de mégaprojets d'infrastructure, de BPD axées sur les infrastructures (telles que l'AIIB et la Facilité pour les infrastructures mondiales) et de plans régionaux de connectivité des infrastructures (notamment les nouvelles routes de la soie de la Chine (Belt and Road Initiative), le programme de développement des infrastructures en Afrique, le plan général sur la connectivité de l'ANASE de 2025, le corridor de croissance Asie-Afrique, la coopération économique régionale en Asie centrale de la BAD et le portail mondial de l'Union européenne).

Les projets d'infrastructure à grande échelle (tels que les méga-barrages, les autoroutes transnationales, les nouvelles villes et les ports) sont particulièrement attrayants pour les BPD et les gouvernements emprunteurs, car ils permettent un financement à grand volume. Les infrastructures transnationales

sont également un champ de bataille clé dans la compétition entre la Chine et l'Occident, car elles créent la base physique pour l'augmentation du commerce, l'extraction des ressources naturelles et les liens politiques.¹⁸

Alors que le besoin d'infrastructures est crucial au niveau mondial, ces plans se concentrent souvent sur les mégaprojets demandés par l'industrie et les élites, plutôt que sur les infrastructures nécessaires à l'élimination de la pauvreté et au respect des droits humains, telles que des écoles et des hôpitaux adaptés à la culture ou une production d'énergie distribuée au niveau local.¹⁹ En outre, les grands projets d'infrastructure ont souvent des effets négatifs et irréversibles sur l'environnement et la société, notamment en raison de l'absence de garanties ou de leur mauvaise mise en œuvre.

ÉTUDE DE CAS

LA ROUTE DE L'ADB A MANIPUR CONDUIT À DES EXPULSIONS ET À DES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS

Au Manipur, dans le nord-est de l'Inde, la BAD finance la construction du périphérique d'Imphal. Selon la banque, le projet améliorera la qualité de vie en contribuant au désengorgement de la ville. Toutefois, les communautés autochtones locales ont exprimé plusieurs inquiétudes quant à ce projet.

Au cours de la pandémie de Covid-19, au moins 66 familles ont été expulsées. Le projet menace

de déraciner un village entier et de déplacer plus de 300 personnes. La banque n'a pas obtenu le **consentement libre, préalable et éclairé (CLPE)** des communautés locales et n'a pas organisé de consultations sérieuses. Malgré les menaces et les risques sérieux de représailles, les villageois ont protesté bruyamment et se sont exprimés contre les impacts du projet, qui menace leurs montagnes sacrées, leurs sites historiques, leurs sources d'eau, leurs maisons et leurs moyens de subsistance.²⁰

ÉNERGIE ET CLIMAT

Les pays riches ont toujours manqué à leurs engagements de fournir des fonds pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets et, en fait, la plupart de ce qu'ils ont fourni en tant que "**financement climatique**" est un financement de développement reconditionné qui a été transféré à partir d'autres secteurs.²¹ Dans le même temps, les BPD continuent de se positionner pour jouer un rôle plus important dans la réponse mondiale au changement climatique.²²



Manifestation contre l'oléoduc Eacop
Crédit : 350 Africa



LE SAVIEZ-VOUS?

La crise climatique est “une nouvelle opportunité” pour les BPD de gérer plus d’argent. Les grandes BPD multilatérales mettent en œuvre les fonds de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), tels que le Fonds pour l’environnement mondial et le Fonds vert pour le climat, et administrent les fonds nationaux pour le climat ainsi que leur propre [Fonds d’investissement pour le climat](#) (un fonds multilatéral créé à la demande du G8 et du G20, avec six BMD comme agences de mise en œuvre).²³



Action de plaidoyer des femmes de Jacquerville/Côte d’Ivoire contre le financement de projets d’énergies fossiles par la BAD.
Crédit: LSD.

Plusieurs BPD se sont publiquement désengagées des [combustibles fossiles](#) et ont donné la priorité aux [énergies renouvelables](#).²⁴ Par exemple, en avril 2023, la SFI a [annoncé](#) qu’elle n’autoriserait plus ses clients intermédiaires financiers à soutenir de nouveaux projets liés au charbon.²⁵ Par ailleurs, [plusieurs BPD](#) encouragent désormais les [mécanismes de transition énergétique](#).²⁶

Cependant, les BPD promeuvent surtout de “[fausses solutions](#)” pour lutter contre la crise climatique,²⁷ en se concentrant sur des projets et des politiques techniques et axés sur le marché, qui sont à forte intensité de carbone et de ressources, ou qui conduisent à des violations des droits des peuples et

à la dégradation de l’environnement. Elles renforcent généralement la position du secteur privé, contribuent à la marchandisation des écosystèmes et donnent la priorité à la croissance économique et à la génération de profits plutôt qu’aux peuples et à la planète.²⁸

En outre, par rapport aux institutions spécialisées dans le financement du climat, les BPD traditionnelles proposent souvent des prêts assortis de taux d’intérêt relativement élevés. Ces prêts ne tiennent pas compte du fait que ces pays ont peu contribué au changement climatique, qu’ils sont plus vulnérables aux chocs climatiques et qu’ils ont déjà un endettement important.

 ÉTUDE DE CAS

LE MÉCANISME INJUSTE DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DE LA BAD?

En 2021, la Banque asiatique de développement (BAD) a lancé un mécanisme de transition énergétique (MTE) comme solution axée sur le marché pour accélérer le processus de retrait de l'énergie du charbon des réseaux énergétiques nationaux dans divers pays asiatiques et son remplacement par d'autres sources d'énergie. Dans le cadre de ce mécanisme, la Banque asiatique de développement octroie des [fonds publics aux pollueurs historiques](#) pour qu'ils ferment leurs centrales au charbon ou qu'ils les réaffectent à d'autres combustibles à forte intensité de carbone ou de ressources, tels que la biomasse.²⁹

Ces paiements sont contraires aux principes juridiques internationaux tels que le principe du

“pollueur-payeur”. En outre, les [périodes de retrait](#) sont peu ambitieuses, l'élimination totale devant prendre de 10 à 15 ans.³⁰ Enfin, leur efficacité est discutable, puisque le [MTE](#) n'exige pas des gouvernements ou des entreprises participantes qu'ils arrêtent la construction de nouvelles centrales au charbon.³¹

L'[absence de participation](#) des travailleur.euse.s et des communautés à la prise de décision concernant le MTE est également très préoccupante. Alors que la BAD protège les droits économiques des pollueurs, il est difficile de dire comment [les préjudices passés et présents](#) des centrales au charbon seront traités, et si le MTE fournira des réparations aux communautés affectées.³²

De manière significative, les BPD ne prennent pas non plus les mesures décisives nécessaires pour supprimer rapidement leur soutien aux infrastructures dépendantes des combustibles fossiles.³³ Par exemple, l'AIIB a annoncé qu'elle financerait des projets de gaz naturel liquéfié comme alternative au charbon, présentant cela comme une étape vers la transition énergétique même si le gaz reste un combustible fossile.

En outre, lorsqu'elles financent des énergies renouvelables, les BPD ont tendance à se concentrer sur des [projets à grande échelle](#) (tels que les [grands barrages](#)³⁴ et les parcs éoliens ou solaires). Nombre de ces projets sont construits sur les territoires des peuples autochtones et des communautés rurales/traditionnelles, et sont souvent [associés à des conflits](#) et des représailles.³⁵

En outre, les [BPD](#) fournissent une **assistance technique et des financements** pour accroître l'extraction de [minéraux](#) clés considérés comme nécessaires à la transition vers les énergies

renouvelables (notamment le lithium, le nickel, le cuivre et le cobalt).³⁶ Elles utilisent des termes à la mode tels que "[climato-intelligent](#)" et "[durable](#)", mais les communautés signalent que l'extraction de ces matériaux a de graves [incidences environnementales et sociales](#). Souvent, les projets ne respectent pas les législations environnementales locales ou les normes environnementales internationales, et sont impliqués dans des [attaques](#) contre les lanceurs d'alertes qui font part de leurs inquiétudes.³⁷

Plutôt que de s'engager dans des conversations sur le droit au développement, le développement mené par les communautés et la nécessité d'une décroissance dans les pays du nord, les BPD se concentrent sur l'augmentation de la production de minerais pour soutenir l'idée fallacieuse d'une croissance économique éternelle au-delà des limites de la planète. Elles proposent des [modèles de développement](#) extractivistes et axés sur l'exportation, les pays du sud et les territoires autochtones étant réduits à des zones de sacrifice au service de la surconsommation des pays du nord.³⁸



Manifestation contre l'exploitation du Lithium en Argentine
Crédit : Tomas Saraceno

ÉTUDE DE CAS

LA MINE DE LITHIUM SAL DE VIDA EN ARGENTINE

[Sal de Vida](#) (SDV)³⁹ est un projet d'extraction de lithium en Argentine, dans le Salar del Hombre Muerto. La SFI soutient le projet en accordant un [prêt direct](#) de 100 millions de dollars à la société minière Allkem et en mobilisant des banques commerciales à hauteur de 100 millions de dollars supplémentaires.

La SFI a approuvé le projet sur la base d'une évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) qui sous-estimait sa zone d'influence et ses incidences sur l'environnement. L'EIE comportait plusieurs erreurs méthodologiques et aucune analyse de l'impact cumulé, alors qu'il existe huit projets dans la région.

De plus, Allkem a des antécédents de violations des droits humains. Le projet est situé dans une zone de conflit social et de criminalisation des dirigeants.e.s locales et locaux, et le processus de consultation a été faible. La communauté autochtone locale, Atacameños del Altiplano, rejette pacifiquement ce projet minier. Pourtant, malgré l'absence de consentement, la SFI soutient SDV dans le développement de sa production, aggravant les impacts environnementaux négatifs de l'exploitation du lithium dans le Salar del Hombre Muerto et portant atteinte aux droits des communautés autochtones locales.

En promouvant de [fausses solutions](#),⁴⁰ les BPD finissent par détourner les financements publics limités et le soutien des actions fondées sur des preuves qui

seraient nécessaires pour éviter l'aggravation de la crise climatique et faire progresser les transitions justes, équitables et fondées sur les droits.

NUMÉRISATION

Ces dernières années, les pays donateurs, les BPD et le FMI ont de plus en plus plaidé en faveur du [“développement numérique”](#), qui comprend la numérisation des systèmes d'identification et des paiements de gouvernement à personne (G2P). Les mouvements sociaux et les communautés concernées craignent que la numérisation de l'aide ne facilite le contrôle des services publics par les entreprises technologiques privées, n'exacerbe les inégalités existantes en raison de la fracture numérique, n'entrave la fourniture de biens et de services publics et n'entraîne des menaces pour la paix et la sécurité en raison des problèmes liés aux données et à la vie privée.

La transformation numérique, telle qu'elle est actuellement promue, facilite un contrôle accru des entreprises sur les infrastructures, les services et les processus publics, ainsi que sur les données stockées dans ces systèmes. La poursuite de partenariats avec de grandes entreprises technologiques risque d'entraîner

un verrouillage des fournisseurs ou des technologies, une influence des entreprises sur les politiques et les lois nationales et un contrôle illimité de la saisie, du stockage et de la vente de données par des entités du secteur privé.

Le FMI et la Banque mondiale ont également facilité la mise en place de systèmes d'identification numérique. Toutefois, les systèmes d'identification et de biométrie actuels ont vu le jour dans le contexte de la lutte contre le terrorisme et de la protection de la sécurité nationale, et peuvent être exploités par les gouvernements bénéficiaires pour mettre en place un État de surveillance en l'absence de lois adéquates sur la protection de la vie privée et des droits humains. Comme les systèmes numériques sont construits sur des systèmes existants qui ont été très inégaux et ont relevé de l'exploitation, la transition vers la sphère numérique peut exacerber les problèmes existants de marginalisation, d'inégalité et d'exclusion.⁴¹

ETUDE DE CAS

L'INITIATIVE ID4D AUX PHILIPPINES⁴²

Depuis 2017, la Banque mondiale - dans le cadre de son [initiative Identification for Development \(ID4D\)](#) - fournit une assistance technique à l'Autorité philippine des statistiques pour mettre en place le système d'identification numérique PhilSys. En 2021, elle a approuvé un prêt supplémentaire de 600 millions de dollars américains qui comprend une assistance additionnelle à PhilSys pour couvrir les paiements G2P et améliorer la prestation des services sociaux.

Les défenseur.euse.s des droits humains et les organisations de la société civile ont exprimé de [vives inquiétudes](#) quant au risque de surveillance. Le gouvernement philippin a l'habitude de recourir à la surveillance illégale et de violer la confidentialité des données. Selon les groupes de la société civile, il existe un risque réel que le gouvernement utilise PhilSys pour créer un “système de surveillance complet” et augmenter les attaques et les menaces à l'encontre des activistes et de la société civile afin de faire taire les dissident.e.s.



Manifestation des peuples autochtones Lumad contre le barrage de Kaliwa aux Philippines
Crédit : Maria Tan

RÉPONSE À LA PANDÉMIE ET REPRISE

La réponse des BPD à la pandémie et à la crise économique qui en a résulté peut servir d'exemple pour illustrer certaines des principales critiques formulées à l'encontre des banques de développement.⁴³

Les pays riches ont sous-financé l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres institutions essentielles des Nations unies au profit des BPD contrôlés par les donateurs.⁴⁴ Depuis des décennies, les réformes politiques du FMI et des BPD ont affaibli les systèmes de santé publique et les filets de sécurité sociale et érodé la capacité des gouvernements à répondre aux urgences en matière de santé publique.⁴⁵

Lorsque la pandémie a frappé, les BPD ont rapidement mobilisé des fonds, mais ont contourné les principales mesures de protection.⁴⁶ Les décisions d'investissement ont été prises sans la participation du public et ont souvent fini par exclure les populations vulnérables, en favorisant les soins de santé d'élite du secteur privé ou en exigeant des paiements qui excluent les personnes vivant dans la pauvreté.⁴⁷ Les

mesures de protection sociale ont été conçues comme des palliatifs temporaires, sapant ainsi les appels en faveur de programmes de santé universels.⁴⁸ Le manque de transparence a favorisé la corruption et les malversations.⁴⁹ En outre, ces financements ont été accordés principalement sous forme de prêts et, dans de nombreux cas, accompagnés de conditionnalités politiques non démocratiques.⁵⁰

Les BPD se positionnent désormais comme la solution de référence non seulement pour la prévention des pandémies et des crises futures, mais aussi pour le redémarrage de l'économie.⁵¹ La réponse à la pandémie et le redressement ont permis d'apporter un soutien et une attention accrues à la protection sociale et au secteur de la santé, même s'il reste à voir si cette tendance s'inscrira dans la durée. Certains gouvernements collaborent avec les BPD pour simplement réorganiser d'anciennes industries extractives et d'autres propositions de développement sale en initiatives de relance.⁵²



Femmes marchant en Sierra Leone
Crédit : Annie Sprat, Unsplash

PRÊTS À DES FINS DE POLITIQUES

Les principales banques multilatérales de développement ont de plus en plus recours aux prêts et aux réformes politiques pour faire avancer leur programme et soutenir leurs priorités d'investissement. Plutôt que des projets spécifiques, les prêts politiques sont des fonds que les BPD donnent aux gouvernements en tant que soutien budgétaire général. Cependant, comme condition préalable au décaissement, le pays emprunteur doit mener à bien une réforme politique spécifique ou un ensemble

d'actions qui ont été convenues avec les BPD (des changements de politique commerciale et fiscale aux privatisations). Parfois, les réformes des BMD sont également coordonnées avec les mesures d'austérité du FMI.⁵³ Malheureusement, ces conditionnalités politiques sont souvent préjudiciables au bien-être économique des pays et ont des effets négatifs sur les droits humains, la pauvreté ou l'inégalité des sexes et des revenus.

 ÉTUDES DE CAS

PRÊTS À DES FINS DE POLITIQUES ET SECTEUR PRIVÉ

Pendant la pandémie de Covid-19 ans, les BPD multilatérales ont utilisé des prêts à des fins de politique pour promouvoir le rôle du secteur privé dans le développement:

- Au [Bénin](#), le soutien de la Banque mondiale a permis au gouvernement d'indemniser une entreprise privée de services publics pour les pertes subies, suite à la suspension d'une augmentation prévue de 5 % du tarif de l'énergie en raison de la pandémie.⁵⁴
- [Les conditions de la BAD en matière de réformes politiques](#) comprennent "les réformes visant à améliorer la collecte des recettes et la gestion des ressources publiques, les réformes visant à créer un climat d'investissement plus favorable aux entreprises, ou celles qui améliorent la gouvernance et les performances des entreprises d'État".⁵⁵

Dans certains cas, la **conditionnalité** de la politique des BPD peut également servir à corriger les erreurs du passé.

- En [Colombie](#), la Banque mondiale a prescrit une mise à jour de la législation relative **aux partenariats public-privé** dans l'infrastructure de transport, qu'elle avait précédemment aidé à rédiger, parce qu'elle était trop préjudiciable aux finances publiques. L'ancienne législation était excessivement biaisée en faveur du secteur privé. Lorsque la pandémie de Covid-19 a eu un impact négatif sur les revenus escomptés du partenaire du secteur privé, elle a injustement fait augmenter les coûts pour le gouvernement.⁵⁶



Travaux de construction du barrage de Hidroituango en Colombie
Crédit : Movimiento Ríos Vivos (MRV)

ACCROISSEMENT DE LA PRIVATISATION ET DE LA FINANCIARISATION

LE SECTEUR PRIVÉ D'ABORD

Ces dernières années, le rôle du secteur privé dans le financement du développement international s'est considérablement accru. Bon nombre des plus puissantes BPD occidentales ont adopté des cadres politiques qui privilégient explicitement le secteur privé et s'efforcent de réduire le rôle de l'État dans

le développement. Dans les pays à faible revenu, les BPD sont souvent les premières à intervenir dans un nouveau secteur, ouvrant la voie à d'autres investisseurs, en particulier ceux du [secteur privé](#). En outre, les BPD qui financent exclusivement le secteur privé jouent aujourd'hui un [rôle plus important](#).⁵⁷

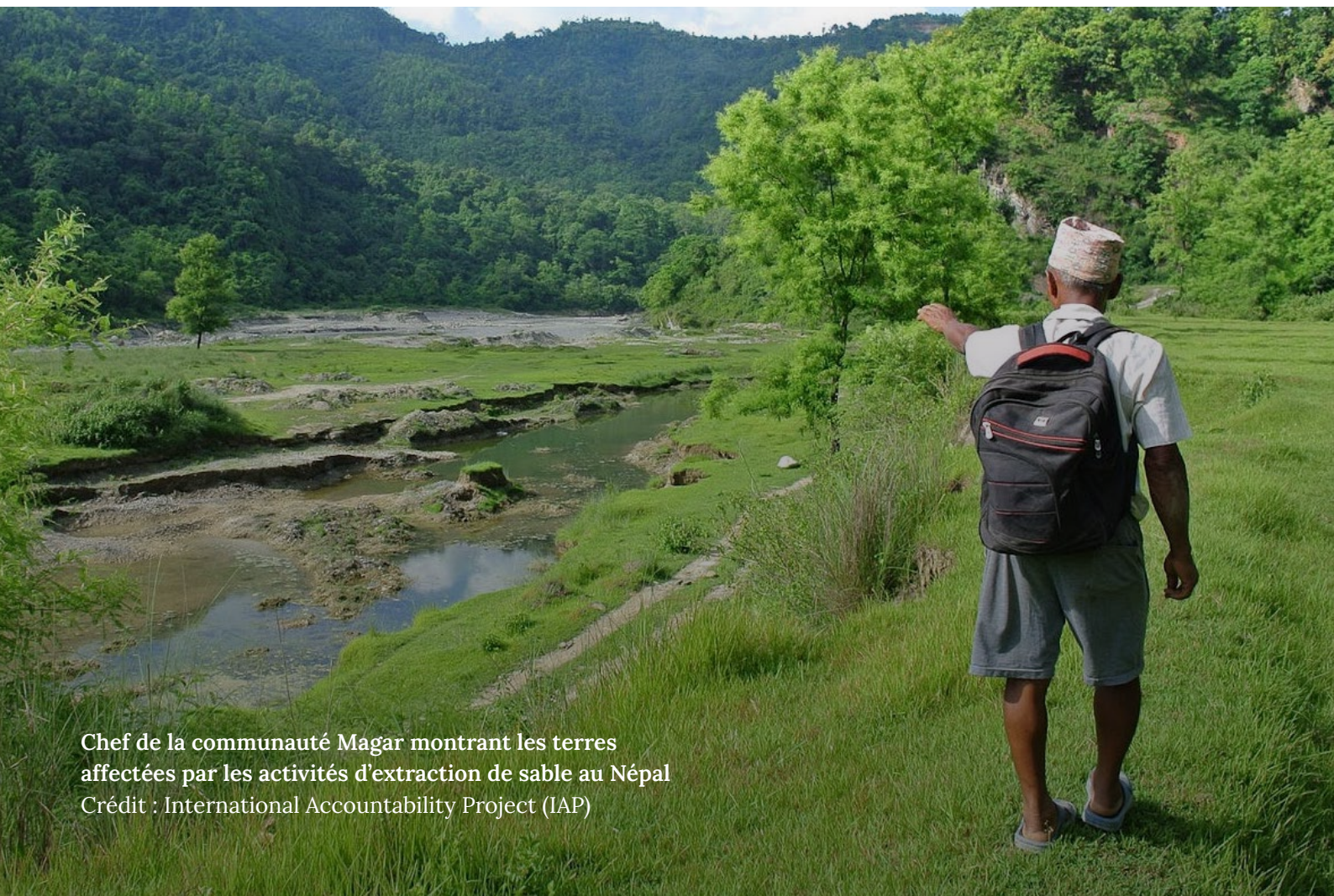
DES MILLIARDS AUX BILLIONS: L'APPROCHE VISANT À MAXIMISER LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Ces dernières années, les BMD, le FMI et le G20 se sont tous ralliés à l'idée que "les capitaux privés sont essentiels à la réalisation des ODD". En 2015, la Banque mondiale a inventé l'expression "Billions to Trillions" (des milliards aux billions), qui a évolué pour devenir l'approche "Maximiser le financement du développement".⁵⁸ Selon ce paradigme, le secteur public ne dispose pas des ressources nécessaires pour atteindre les objectifs de développement ; par conséquent, le secteur privé doit être "intégré" pour stimuler le développement.⁵⁹

Le rôle de l'État, moteur du développement et garant des droits humains, est réduit à celui d'un facilitateur ou d'un prestataire de services pour les entreprises. Le rôle des BPD, en conséquence, est de créer des marchés, de générer des projets qui attirent le secteur privé et d'agir comme garants des bénéfiques pour les investissements du secteur privé.

Les principales banques de développement se concentrent depuis longtemps sur l'élimination des obstacles à l'investissement privé. L'approche "Billions to Trillions" va toutefois encore plus loin. La banque a élaboré des "principes en cascade" qui visent à mobiliser le financement commercial.⁶⁰

Pour faire avancer cette approche, la Banque mondiale et d'autres grandes BPD ont promu des réformes politiques axées sur la création d'environnements propices à l'activité des acteurs privés. Par exemple, elles publient des études qui identifient les priorités en matière de réforme (comme le Diagnostic du secteur privé de la Banque mondiale), ou elles incluent dans leurs prêts des conditions préalables obligatoires qui créent un environnement favorable aux entreprises (comme décrit dans la section sur les prêts à des fins de politique).⁶¹



Chef de la communauté Magar montrant les terres affectées par les activités d'extraction de sable au Népal
Crédit : International Accountability Project (IAP)

PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ (PPP)⁶²

De nombreuses BPD promeuvent également de manière agressive les [partenariats public-privé \(PPP\)](#).⁶³ Les **PPP** sont essentiellement des collaborations entre des agences gouvernementales et des entreprises du secteur privé pour financer, construire et exploiter des projets. Les [PPP](#) impliquent souvent des avantages fiscaux pour les entreprises participantes, une protection contre les pertes ou la **responsabilité**, et donnent à des entités à but lucratif des droits de propriété sur des services publics essentiels.

Les banques de développement affirment que les PPP augmenteront les investissements et réduiront les coûts pour l'État. Cependant, ces partenariats

- en particulier dans les secteurs publics clés tels que la [santé](#) et l'éducation - se sont révélés être un échec dans la pratique: Les PPP ont souvent un [coût élevé](#) pour les finances publiques et les citoyen.ne.s, entraînent un niveau de [risque financier excessif](#) et augmentent le niveau de la dette publique.

Les PPP ont également [un impact négatif sur la gouvernance démocratique](#) en faisant intervenir des acteurs privés dans la fourniture de services publics. Ils donnent l'accès à des services tels que la [santé](#), l'éducation et l'eau "selon la capacité des citoyens à payer". Cela transforme et réduit les "[détenteur.rice.s de droits en consommateur.rice.s](#)".⁶⁴

ÉTUDE DE CAS

PRIVATISATION DU SECTEUR DE LA SANTÉ AU KENYA⁶⁵

Au Kenya, les BPD ont poussé le gouvernement à [privatiser de plus en plus](#) le secteur de la santé. La présence croissante d'acteurs privés a entraîné une course au profit qui a eu des répercussions sur les droits humains, en particulier sur l'accès aux soins de santé. Elle a également ralenti les efforts du gouvernement kényan pour parvenir à une couverture sanitaire universelle.

La privatisation du secteur des soins de santé a creusé un fossé entre ceux et celles qui peuvent se permettre des soins de santé coûteux et ceux/celles qui ne le peuvent pas. Au Kenya, les dépenses de santé à la charge des patient.e.s ont augmenté de 53 % par habitant.e entre 2013 et 2018. Cela a donc exacerbé les inégalités existantes et touché des groupes tels que les femmes, les personnes à faibles revenus ou vivant dans les zones rurales, et les personnes handicapées.



LE SAVIEZ-VOUS?

Les BPD qui travaillent avec le secteur privé structurent souvent les investissements par l'intermédiaire de [centres financiers offshore](#). Lorsque les BPD ne s'attaquent pas à l'évasion fiscale ou aux flux financiers illicites, elles privent les États hôtes d'importantes [recettes fiscales](#).⁶⁶



Un habitant se promène près d'une décharge en Ouzbékistan
Crédit : CEE Bankwatch Network (CEEB)

LA FINANCIARISATION

La plupart des BPD - qu'elles soient dirigées par l'Occident, le Sud ou la Chine - considèrent la **financiarisation** comme un moteur essentiel de la croissance économique. Nombre d'entre elles ont encouragé et souvent forcé les pays du Sud à ouvrir leurs économies aux investissements internationaux.⁶⁷ Elles ont restructuré des secteurs et des économies entières pour privilégier l'extraction de profits par le secteur privé et les investisseurs étrangers - y compris par le biais de garanties publiques de profits aux entreprises du secteur privé⁶⁸ - suivies de la

financiarisation de ces investissements par le biais de la **titrisation**.⁶⁹

L'ouverture des économies et la financiarisation ont exposé les populations vulnérables aux effets néfastes de la spéculation sur les marchés internationaux, motivée par des intérêts financiers opportunistes. Dans le même temps, la privatisation a réduit la capacité fiscale des États à atténuer les effets sur leurs populations de la spéculation relative aux matières premières.

QU'EST-CE QUE LA FINANCIARISATION ?

La financiarisation implique une forte expansion du secteur financier - y compris les marchés boursiers, les banques, les sociétés d'investissement, les compagnies d'assurance, etc. - en renforçant sa portée et son pouvoir (par exemple en développant de nouvelles sources de revenus, en atteignant de nouveaux clients et en créant de nouvelles formes d'actifs). Au cours des 50 dernières années, la taille du secteur financier mondial s'est accrue et a renforcé

son pouvoir et son influence sur l'économie.⁷⁰ En conséquence, de larges pans de l'économie mondiale ont été transformés pour répondre aux intérêts financiers, créant une myriade de nouvelles opportunités d'investissement et de maximisation des profits,⁷¹ plutôt que de se concentrer sur les besoins et les vulnérabilités des personnes et des communautés.

QU'EST-CE QUE LA TITRISATION ?

La titrisation est la conversion de la promesse d'argent dans le futur - comme les paiements d'intérêts attendus et le remboursement d'un prêt - en un "produit financier" (également appelé "titre négociable") qui peut être vendu à d'autres investisseurs.

La plupart des grandes BPD ont toutes participé à la financiarisation en soutenant des PPP dans des secteurs clés, puis en reconditionnant les

flux de revenus de ces PPP en "titres négociables" qui peuvent être achetés, vendus et échangés par des investisseurs institutionnels tels que des fonds souverains, des fonds de pension et des fonds d'assurance.⁷² Le recours à la titrisation représente un passage du financement public du développement au financement par les marchés de capitaux privés, et il est susceptible d'accroître considérablement la volatilité et la vulnérabilité.⁷³

ÉTUDE DE CAS

COMMENT LA FINANCIARISATION DE L'AGRICULTURE A CONTRIBUÉ À LA FLAMBÉE DES PRIX ALIMENTAIRES EN 2022

L'énorme inflation des prix des denrées alimentaires au cours des deux dernières années est due, au moins en partie, à la spéculation sur les marchés financiers.⁷⁴ La Banque mondiale et le FMI ont contribué à cette crise car ils ont œuvré à la financiarisation du secteur agricole mondial en

soutenant la privatisation, les réformes foncières axées sur le marché et la déréglementation financière, ouvrant ainsi les secteurs agricoles nationaux à l'agro-industrie internationale au détriment des agriculteurs locaux et locaux, de la souveraineté alimentaire et de l'environnement.⁷⁵

INTERMÉDIAIRES FINANCIERS (IF)

Les BPD acheminent des montants croissants d'investissement - sous forme de prêts, de parts de propriété et de garanties de paiement - par le biais d'"**intermédiaires financiers**" (IF). Ces derniers investissent ensuite l'argent dans d'autres entités ou "sous-projets". Les BPD font valoir que les prêts des IF leur permettent d'affecter des fonds à des coûts d'emprunt inférieurs pour soutenir les petites et moyennes entreprises.

Toutefois, dans la pratique, les IF ont tendance à être des banques commerciales (travaillant avec de grandes entreprises) ou des fonds d'investissement privés (dont le modèle financier consiste à acheter des

entreprises, à facturer des frais de gestion, à réduire les coûts - y compris au détriment des droits des travailleur.euse.s - et à vendre ensuite les entreprises avec un bénéfice). Les IF des BPD sont généralement des institutions financières moins bien notées, dont [les normes et les pratiques en matière de gestion des risques environnementaux et sociaux](#) sont plus faibles, et les BPD elles-mêmes ne prennent souvent pas de mesures supplémentaires pour répondre à ces [risques accrus](#) liés à leurs clients IF.⁷⁶ En conséquence, les protections mises en place par les BPD pour leurs investissements directs ne se répercutent pas sur les sous-projets.



LE SAVIEZ-VOUS?

Soixante pour cent du portefeuille de la SFI est constitué [d'intermédiaires financiers](#), tandis qu'un tiers des engagements de la BERD et de la BEI sont acheminés par l'intermédiaire d'IF.⁷⁷

Les prêts des IF sont risqués pour les populations et la planète en raison du manque d'information sur les sous-projets et les sous-clients dans lesquels les IF ont investi. La divulgation et le suivi se détériorent à mesure que la chaîne d'investissement s'allonge. [Le manque de transparence](#) fait qu'il est plus difficile de demander des comptes aux BPD et aux clients des IF, de s'assurer qu'ils respectent les [normes socio-environnementales](#) des BPD et qu'ils n'investissent pas des fonds publics dans des [projets ou des activités problématiques](#).⁷⁸

Une autre critique des IF est qu'elles contribuent à la complexité croissante du système financier et qu'elles investissent généralement dans un secteur financier plus important à l'échelle mondiale. Leur application dans le contexte du développement accroît la financiarisation du développement, chaque entité intermédiaire tirant des bénéfices avant d'atteindre les bénéficiaires finaux, et exposant les activités de développement à des [risques financiers](#) à court et à moyen terme.⁷⁹



ÉTUDE DE CAS

INVESTISSEMENT DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE DANS LA HANA BANK (INDONÉSIE)

Sur le papier, le [Groupe de la Banque mondiale](#) affirme qu'il n'a pas financé de nouvelles centrales électriques au charbon depuis 2010.⁸⁰ Mais son client intermédiaire financier, la Hana Bank, a financé le développement des méga-centrales à charbon Java 9 et 10 dans la province de Banten, en Indonésie. La population locale souffrait déjà de la pollution de l'air et de l'eau depuis des décennies et la pêche avait été gravement affectée par le complexe houiller existant.

Mais en 2020, après une décennie d'investissements de la part du secteur privé de la Banque mondiale, la Hana Bank a investi dans PT Indo Raya Tenag, le promoteur des nouvelles centrales à charbon. Sur une période de 30 ans, on estime que les polluants de Java 9 et 10 causeront entre 2 400 et 7 300 [décès prématurés](#)⁸¹ supplémentaires et qu'ils équivaldront aux [émissions annuelles de dioxyde de carbone](#) de l'Espagne.⁸²